

Burundi : l'Envoyée spéciale pour les Grands Lacs inquiète des restrictions des libertés

UN News Centre, 3 juin 2014 A l'issue d'une visite ce weekend au Burundi, l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, Mary Robinson (Photo, avec le président burundais Pierre Nkurunziza), a exprimé son inquiétude concernant les restrictions de l'espace politique et des libertés civiles dans ce pays. Cette inquiétude a été exprimée dans une déclaration conjointe de Mme Robinson et de l'Envoyé spécial des Etats-Unis pour la République démocratique du Congo (RDC) et la région des Grands Lacs, Russ Feingold, du Représentant spécial de l'Union africaine pour le Burundi et la région des Grands Lacs, Boubacar Diarra, et du Coordonnateur principal de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs, Koen Vervaeke.

Lors de leur visite au Burundi, ces envoyés spéciaux ont rencontré à Bujumbura le Président Pierre Nkurunziza, des représentants du gouvernement, des dirigeants des partis de la majorité et de l'opposition et la société civile. « Ils se sont félicités de l'adoption par consensus du nouveau Code électoral et de l'accord de principe des partis et acteurs politiques burundais pour l'adoption d'un Code de conduite pour les élections de 2015. Ils ont également pris note de l'engagement du Gouvernement du Burundi à organiser des élections transparentes, inclusives et paisibles et à inviter des observateurs internationaux », souligne la déclaration conjointe. « Toutefois, les Envoyés sont très préoccupés par les restrictions de l'espace politique et des libertés civiles qui entravent les activités de l'opposition, de la société civile et des médias, à l'approche des élections de 2015. Le Burundi a fait des progrès louables en arrivant à surmonter une histoire faite de conflits, mais ces progrès risquent d'être remis en cause par la mise en œuvre de mesures visant à entraver le processus électoral et empêcher la pleine participation de toutes les parties prenantes », ajoute la déclaration. A l'approche des élections, les envoyés spéciaux ont encouragé le gouvernement du Burundi et toutes les parties concernées à « saisir cette occasion pour édififier un futur riche de promesses pour leur pays à travers un processus électoral transparent, inclusif, paisible et crédible. » « Les médias et la société civile doivent être libres de parler et de se prononcer sur l'ensemble du processus électoral. Tous les partis et acteurs politiques doivent avoir une chance égale de participer au processus, y compris de se réunir à tout moment et aussi souvent que nécessaire pour se préparer à des élections paisibles », souligne la déclaration conjointe. « Les Envoyés exhortent toutes les parties à renoncer à la violence et à appeler leurs membres à faire preuve de retenue et d'expression pacifique. »